

OBJET : Autorisation de signature -Convention de prestation de services pour expérimenter l’instruction des actes relatifs à l’affichage extérieur par la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L5215-27 et L. 5217-7

Vu la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 prévoyait le transfert automatique des pouvoirs de police de la publicité du maire au président de l’EPCI à fiscalité propre,

Vu l’arrêté n°24.238 du Président de la Métropole portant renonciation au transfert du pouvoir de police de la publicité,

Vu le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) adopté le 15avril 2024 et entré en vigueur le 24 mai 2024,

Considérant que la commune de Sotteville-lès-Rouen est couverte par le Règlement Local de Publicité intercommunal,

Considérant que la Métropole Rouen Normandie souhaite poursuivre, conformément aux dispositions de l’article L.5215-27 du CGCT, l’accompagnement des communes en proposant d’expérimenter l’instruction, par la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie, des actes relatifs à l’affichage extérieur,

Considérant que le Président a renoncé au transfert de la police de la publicité et qu’en conséquence, les maires restent compétents à ce titre,

Considérant qu’il convient dans ce même cadre de préciser le rôle respectif de la commune de la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole dans le cadre de cette prestation de service,

Considérant que le champ d’application de cette convention de la commune de Sotteville-lès-Rouen s’étend sur l’instruction depuis la transmission du dossier par la commune à la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie jusqu’à la proposition d’arrêté,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d’approuver le projet de convention avec la Métropole Rouen Normandie jointe en annexe

-d’autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tous documents se rapportant à cette délibération.

NOTE EXPLICATIVE N°40

OBJET : Autorisation de signature -Convention de prestation de services pour expérimenter l’instruction des actes relatifs à l’affichage extérieur par la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie.

La convention a pour objet

- D’une part, de fixer les modalités de prestation de services qui sera réalisée par la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole Rouen Normandie (DUR) dans les domaines de définition du champ d’application et de mise en œuvre de l’instruction des autorisations en matière d’affichage extérieur délivrées au nom de la Commune
- D’autre part, de définir les modalités de fonctionnement et la répartition des obligations respectives entre la commune et de la Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole.

La convention concerne :

- Le renseignement du public sur les règles applicables en matière d’affichage extérieur

La Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole assure, par un accueil physique, téléphonique ou numérique, un rôle d’information auprès du public sur les règles applicables à l’affichage extérieur.

- L’instruction des autorisations relatives à l’affichage extérieur

La Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole prend en charge la procédure d’instruction des autorisations et actes dont il s’agit à compter de l’enregistrement de la demande par la commune dans le logiciel dédié jusqu’à la signature et la notification par le maire de sa décision.

- Déclarations préalables (Art. L.581-6 du code de l’environnement) relatives aux publicités et pré-enseignes
- Autorisations préalables (Art. L.581-9, 10, 17 et 18 et suivants du code de l’environnement) relatives aux publicités, pré-enseignes et enseignes

- L’assistance à la commune dans les procédures gracieuses et contentieuses.

La Direction de l’Urbanisme Réglementaire de la Métropole assure l’assistance auprès de la commune dans la défense des décisions prises.

Ne sont pas concernés par la présente convention :

- Les demandes d’autorisation d’occupation du domaine public
- Les demandes d’autorisation d’urbanisme associées
- Les dispositifs en infraction

Cela ne préjudicie en rien le fait que le maire reste compétent pour délivrer au nom de sa commune les actes relatifs à l’affichage extérieur.